

HANDICAP

En 2024, l'AFAPEI souhaite la reconnaissance

Les vœux du mouvement parental AFAPEI, qui intervient sur le champ du handicap mental, auront lieu jeudi. Ce sera l'occasion de faire le point sur les projets en cours, à Calais et-aux alentours, et de faire passer aussi un message toujours très ferme.



Il y a quelques semaines avait lieu la pose de la première pierre du nouveau siège de l'AFAPEI.

LE CONTEXTE

- **Jeudi, à Fréthun** auront lieu les vœux de l'AFAPEI, pour les personnels, les bénévoles et les familles. Comme le veut la tradition, ce moment sera celui d'un rapide retour sur l'année écoulée avant de parler de perspectives et de projets à court et moyen terme
- **L'année 2024** doit être l'année de la livraison du nouvel équipement en cours de construction à Coquelles, avant la mise en service du nouveau siège au quai du Commerce, sur le site de l'ex-hôpital

LAURENT GEUMETZ

Et dire que dans une année, nous vous accueillerons dans notre nouveau siège social. » Pour le premier rendez-vous de l'année, Jean-Marc Lecerf, le président de l'AFAPEI du Calais les Papillons blancs, et le directeur général Frédéric Descamps ont le sourire. Le sourire de

ceux qui ont vu des lignes bouger en 2023, mais qui savent aussi que beaucoup reste à faire.

DES RÉFLEXIONS GLOBALES

« Ce que vous pouvez nous souhaiter pour l'année qui commence ? Tout simplement des places pour pouvoir prendre en charge les personnes qui sont sur liste d'attente », soupire Jean-Marc Lecerf. Le constat est toujours le même, le sentiment d'abandon qu'éprouve le président semble s'accroître. Comme s'il avait l'impression de toujours entendre qu'il est toujours urgent... de ne rien faire.

« Nos financements, c'est quelque chose de compliqué. On pourrait l'expliquer, mais la moitié des gens s'en fichent ! »

Jean-Marc Lecerf

« On a toujours des idées, ce n'est pas le plus difficile d'avoir des idées, ajoutez-les. Le plus important, ce n'est pas d'avoir une idée, c'est de savoir ce que l'on en

fait. Ce que l'on dit, toujours, c'est « faire à coût constant », autrement dit sans aides supplémentaires. C'est pénible. » Alors, comment avancer ? En mettant par exemple en place en 2023 deux unités, l'une pour le niveau maternelle, l'autre pour le niveau élémentaire avec des places pour enfants autistes. Cela fonctionne bien, la ville a été un soutien de poids pour les locaux. « Mais on doit continuer à travailler sur la reconnaissance de nos métiers, de nos actions, illustre Frédéric Descamps. Ce projet, par exemple, montre à un moment donné la difficulté de faire entrer dans une démarche commune deux secteurs qui se connaissent peu, ou mal, à savoir l'éducatif et le médico-social. Aux rôles différents mais tout à fait complémentaires sur une action comme celle-ci. »

UNE NOUVELLE GESTION DE PLACES

À travers cette reconnaissance, Frédéric Descamps revient une fois encore sur le fameux Ségur de la santé, qui a accordé des revalorisations aux professionnels du secteur sanitaire dans la foulée de la crise sanitaire de la Covid, en oubliant le médico-social où l'on retrouve pour

tant les métiers identiques.

En attendant, et de manière concrète, une réflexion se porte aussi sur ce à quoi les familles ont accès. « Pour schématiser, reprend Frédéric Descamps, on a par exemple une structure qui propose 100 places sous la forme d'accueil de jour, autrement dit pour un enfant en situation de handicap que ses parents nous confient le matin et qu'ils récupèrent le soir. Mais si, pour une raison qui leur est propre, on n'accueille cet enfant que le lundi et le mardi, qu'est-ce qui se passe les trois autres jours de la semaine ? Rien... sauf que l'on a d'un côté une place non occupée et de l'autre les familles en attente de place. » Alors, un travail est lancé pour savoir comment organiser les places de manière à ce qu'elles soient mieux occupées. Et que, dans cet exemple, la place soit aussi occupée les trois autres jours de cette semaine par un autre enfant. « Lorsque ma fille Alice était inscrite, on mettait un point d'honneur à ce qu'elle aille tous les jours sur la place qui lui avait été accordée, insiste Jean-Marc Lecerf. C'est aussi important en matière de financement, parce que les financements se font à la place. Ce n'est pas

comme à l'école. C'est vrai que le financement d'une association comme la nôtre, c'est quelque chose de compliqué. Et je crois que la moitié des personnes s'en foutent ! »

Pourtant, ils sont toujours au cœur de toutes les décisions. Comme pour la réforme des Esat, où les travailleurs vont devoir être rémunérés à hauteur du SMIC, ce qui n'était pas le cas jusqu'alors. « À moyens constants, grince à nouveau Jean-Marc Lecerf. On ne nous accorde aucun moyen supplémentaire, mais on va devoir absorber 15 % de hausse sur nos fonds propres. Hé oui ! Comme nous sommes une association bien gérée, on ne nous aide pas ! » L'ARS, l'Agence régionale de santé, et le conseil départemental soutiennent néanmoins par le biais de subventions la construction de FAM - MAS, la structure foyer d'accueil médicalisé et maison d'accueil spécialisée à Coquelles. Elle doit être livrée avant l'été, et s'ouvrir aux personnes dès l'automne. « Des subventions, cela donne un peu l'impression que l'on a la cerise sur le gâteau, conclut Frédéric Descamps. Mais le plus important, c'est de connaître la taille du gâteau. » ■